



# **Le syndicalisme aux Philippines**

«Pour l'amour de Dieu, du peuple, de la nature et du pays» devise nationale

**[Présentation du pays](#)**

**[Historique et début du syndicalisme aux Philippines](#)**

**[Situation économique](#)**

**[Trade Union Congress of the Philippines \(TUCP\)](#)**

**[Politiques et lois du travail](#)**

**[Principales organisations syndicales philippines](#)**

**[Coopération internationale](#)**

**[Prévisions futures](#)**

**[Références](#)**

## Présentation du pays

La République des Philippines englobe 7107 îles sous un archipel situé au sud-est du continent asiatique.

**Système politique** : Démocratie parlementaire (république)

**Présidente** : Gloria Macapagal-Arroyo

**Superficie** : 300 000km<sup>2</sup>

**Capitale** : Manille

**Villes Principales** : Quezon City, Cebu, Davao, Zamboanga, Cagayan de Oro, Bacolod, Iloilo, Angeles, General Santos, Batangas

**Monnaie** : Peso Philippin

**Langues officielles** : Filipino

(découlant du Tagalog) et l'anglais

**Autres langues (80)** : Visayan, ilokano, bicolano, pampangan, pangasinan...

**Population totale (2005)** : 87 857 473 habitants

**Densité** : 289 hab./km<sup>2</sup>

**Composition de la population (2000)** :

Tagalog (28,1%), Cebuano (13,1%), Ilocano (9%), Bisaya/Binisaya (7,6%), Hiligaynon Ilonggo (7,5%), Bikol (6%), Waray (3,4%), autre (25,3%)

**Structure d'âges (2005)** : 0-14 ans (35,4%), 15-64 ans (60,6%), 65 ans et + (4%)

**Taux de croissance de la population (2005)** : 1,84%

**Mortalité infantile (2005)** : 23,51/1000 naissances

**Espérance de vie (2005)** : 69,91 ans

**Taux de fécondité (2005)** : 3,16 enfants/femme

**Taux de migration net** : -1,49 migrants/1000 de population

**Religions** : Catholique romains (83%), Protestants (9%), Musulmans (5%), Bouddhistes ou autres (3%)



Source: CIA - The World Factbook

## Historique et début du syndicalisme aux philippines

L'Espagne a colonisé les Philippines entre 1565 et 1898, archipel d'îles qui porte d'ailleurs son nom en l'honneur du futur roi à l'époque, Philippe II d'Espagne. La grande pratique du christianisme est d'ailleurs due à l'évangélisation persistante des monarques espagnols. Les premières actions syndicales recensées aux Philippines datent de cette colonisation. Les ouvriers des fabriques de cigare se sont mobilisés vers la fin du 16ème siècle pour défendre leurs droits. La première fédération des travailleurs, la *Union Obrero Democratica (UOD)*, est née en 1902 ce qui en a fait la première organisation syndicale à voir le jour en Asie du Sud Est. Une première grande révolution fut menée par le poète et écrivain José Rizal qui fut exécuté en 1896 par les autorités espagnoles, ce qui n'a eu comme résultat qu'accroître la puissance du mouvement indépendantiste. Les États-Unis ont aidé le mouvement pour finalement acheter les Philippines des mains de l'Espagne en 1898 par le traité de Paris. Si les États-Unis ont contribué grandement au développement du pays en construisant des routes, des écoles et des hôpitaux tout en créant de nombreux emplois, ils ont inculqué également l'esprit capitaliste donnant plus de pouvoir économique et politique aux aristocrates et propriétaires terriens et ils se sont opposés farouchement aux mouvements syndicaux. À partir de 1898, les Philippines ont vécu sous le joug des états-uniens jusqu'en 1935 où les États-Unis se sont graduellement retirés pour faire place à l'indépendance du pays.

En 1942, les Philippines se sont retrouvées sous le contrôle des Japonais et ils ont finalement réussi à obtenir leur indépendance totale en 1946. Suite cette indépendance, le système politique, économique et juridique du pays a fait de grands pas tel que l'établissement d'une politique du salaire minimum. À partir de 1965, Ferdinand Marcos, président des Philippines à l'époque, instaura des politiques économiques qui ont accentué les écarts entre les riches et les pauvres menant ainsi à de grandes manifestations des travailleurs, principalement des paysans. Entre autre, la loi martiale qui fut instaurée en 1972 a interdit toute manifestation ou grève des travailleurs. L'Église catholique s'est ralliée aux manifestants et Marcos a quitté le pays en 1986. Dès lors que le président Marcos perdit du pouvoir, le droit de grève fut restauré partiellement (1976), comportant toutefois plusieurs restrictions. Suite à cela, le pays fut dirigé par des présidents qui n'ont pas su instaurer les politiques et une réforme que la population attendait. Le mouvement syndical a ensuite progressé faiblement.

En 1986, on estimait que seulement 2,2 millions de philippins étaient membres d'une organisation syndicale, soit 10% de toute la population active. Le plus grand problème à cette époque était l'absence d'organisation et de partenariats entre les quelques 2000 syndicats recensés. C'est justement durant cette année que le ministre du travail Augusto Sanchez, sous l'administration Aquino, a fondé le *Labor*

*Advisory and Consultative Council (LACC)*, qui s'est voulu être une association regroupant les principales organisations de travailleurs. Le LACC a agit depuis 1986 comme conseiller en matière d'emploi, droits des travailleurs, revendications de ceux-ci, etc. pour le gouvernement au pouvoir. Toujours en 1986, la présidente Aquino a instauré une réforme sur les lois du travail qui incluait plus de pouvoirs en matière de grève, un accès plus facile pour le droit à la syndicalisation et une augmentation des droits des travailleurs. En 1987, de tous les travailleurs associés au mouvement syndical, seulement 350 000 étaient protégés par une convention collective. Comme dans plusieurs pays où l'on a pu assister à l'émergence de la syndicalisation, plusieurs manifestations ont conduit à la hausse de la violence dans les Philippines. En 1986, le président du *Kilusang Mayo Uno (KMU)*, un mouvement plus radical et militant que le TCUP, fut assassiné. En 1987, l'armée a ouvert le feu dans une foule de manifestants pacifiques du mouvement *Kilusang Magbubukid ng Pilipinas-KMP* qui fit 18 morts et 100 blessés. En 1990, après une manifestation violente du KMU, l'armée et le gouvernement condamnèrent ce mouvement syndical comme étant un front communiste dangereux.

Les Philippines ont enregistré une forte croissance économique suivant l'après-guerre, principalement dans les secteurs industriel et manufacturier, mais depuis quelques années, celle-ci a chuté. Les principales causes de ce ralentissement économique sont la crise économique qui a fait rage en 1997 dans les pays du Sud Est asiatique, l'attrait des pays voisins pour les investisseurs étrangers, l'émigration de sa main d'œuvre vers ces mêmes pays et la corruption. La situation géographique de la République (isolement de différents groupes en raison de la vaste dispersion des îles) a contribué à ce qu'aucune identité nationale forte ou aucune métaculture bien définie ne se forme au sein de sa population.

Le 31 juillet 1990, la *Federation of Free Workers*, le centre des travailleurs *Lacas Manggagawa*, le *Trade Union Congress of the Philippines* en collaboration avec la *Securities and Exchange Commission* ont inauguré la Fondation des travailleurs *Kaunlaran ng Manggagawang Pilipino*. Ceci constituait un événement marquant dans l'histoire du syndicalisme philippin, puisque ce fond de travailleurs était le premier espoir concret que les Philippines verraient un jour la présence d'une unité démocratique encline à protéger les droits des travailleurs. Depuis sa constitution, ce fond de travailleurs est venu en aide à plusieurs projets permettant d'améliorer les conditions de travail et les revenus des philippins tels que des formations et du perfectionnement et l'accès à la propriété.

En 2004, l'on dénombrait 1,738 millions de travailleurs syndiqués, soit 5% de toute la population active. Parmi ces syndiqués, seulement 284 754 étaient protégés par une convention collective leur conférant plusieurs droits. Malgré les accusations de détournement et de corruption contre le Président Estrada en 2001, ce dernier a toutefois réussi à se démarquer pour son support auprès des travailleurs à faibles

revenus. Le gouvernement actuel a amélioré la paix et l'ordre du pays depuis 2001, notamment auprès du mouvement séparatiste musulman MILF. Depuis 2002, les Philippines enregistrent des déficits budgétaires annuels de 8 milliards USD en moyenne. Aujourd'hui, l'on compte neuf unités nationales de travailleurs et 9169 syndicats. La constitution des Philippines et les lois actuelles permettent aux employés de tous les secteurs d'activités, incluant le gouvernement (sauf les corps policiers et les militaires) de créer ou de se joindre à un groupe syndical.

## **Situation économique**

<b>Population active (2005)</b>	<b>36,73 millions</b>
<b>Population active par industrie (2004)</b>	<b>Agriculture (36%), Industriel (16%), services (48%)</b>
<b>Taux de chômage (2005)</b>	<b>12,2%</b>
<b>Population en dessous du seuil de pauvreté (2001)</b>	<b>40%</b>
<b>Taux d'inflation (2005)</b>	<b>7,9%</b>
<b>PIB (2005)</b>	<b>90,3 milliards USD</b>
<b>Taux de croissance du PIB (2005)</b>	<b>4,7%</b>
<b>PIB par secteur</b>	<b>Agriculture (14,8%), Industriel (31,7%), Services (48%)</b>



**Trade Union Congress of the Philippines**  
**Katipunang Manggagawang Pilipino**



## **Trade Union Congress of the Philippines (TUCP)**

Le *Trade Union Congress of the Philippines* a vu le jour en 1974, sous le président Marcos qui désignait alors cette organisation comme « the official labor center of the Philippines ». Cette organisation syndicale et ses affiliés ont encore aujourd'hui, un rôle important à jouer. En effet, en 2001, suite à une inspection du *Department of Labor and Employment (DOLE)* auprès de 34 000 entreprises, plus de 50% d'entre elles ont été trouvées coupable de violation des règles générales des travailleurs dont plus du quart ne respectaient pas la loi du salaire minimum. 1,2 millions de syndiqués gouvernementaux ne possèdent aucun droit leur conférant le pouvoir de négocier une convention collective avec leur employeur ni d'avoir le pouvoir de manifester ou d'entreprendre une grève. Cela contrevient à la convention internationale 98 qui a pourtant été ratifiée par le gouvernement philippin. Dans le secteur privé, le droit de grève n'est accordé qu'aux syndiqués faisant partis d'une organisation syndicale reconnue par le gouvernement et ceux-ci doivent déposer auprès du *Labor Department*, un dossier complet expliquant en quoi leur employeur

viole les lois du travail ou leur convention collective. Le *Labor Department* doit évidemment approuver la légitimité de cette demande, ce qui a contribué à la croissance de nombreuses grèves jugées illégales.

L'organisation syndicale se dit elle-même être démocratiquement représentative de la population des Philippines puisqu'elle réunit plusieurs syndicats, organisations et groupes de travailleurs de tous les secteurs et industries de l'économie du pays. Présent dans les secteurs de l'agriculture, du manufacturier et des services, le *Trade Union Congress of the Philippines* représente des employés du gouvernement, des membres de diverses associations, des coopératives, des travailleurs sans égards, à leur âge, leur sexe, leur statut social ou leur niveau de revenu et même des philippins qui ont décidé d'émigrer et de travailler à l'étranger. Le TUCP se dit être un groupe important et modéré. Il condamne toute forme de violence dans ses actions et n'utilise les grèves et les manifestations non armées qu'en dernier ressort. Pour qu'il soit reconnu officiellement par l'État comme syndicat représentant un groupe d'employés, le TUCP se doit de souscrire un minimum de 20% de membres auprès des employés d'une entreprise privée et 10% auprès d'un organisme de la fonction publique.

Ce mouvement syndical se dévoue avant tout pour des organisations démocratiques élues par leurs membres. Il a pour mission de soutenir et renforcer les mouvements des travailleurs, inculquer une identité nationale, la responsabilité sociale, l'équité en matière d'emploi et de l'éthique dans le monde du travail. Il promeut l'égalité des chances et des droits des travailleurs tout en maintenant le désir d'améliorer les conditions de travail et de vie des philippins.

Ces dernières années, le *Trade Union Congress of the Philippines* s'est mobilisé pour améliorer l'efficacité du mouvement syndical en étant plus réceptif aux besoins des syndicats et associations qui lui sont affiliés et plus réceptifs aussi vis-à-vis les préoccupations contemporaines telles la stagnation du développement économique, la corruption, les faibles salaires et le taux de chômage très élevé. L'organisation tente actuellement de restructurer plusieurs syndicats affiliés afin que chacun d'eux puisse être spécialisé dans un secteur d'activité précis. Elle s'est engagée à comparer et harmoniser les résultats des entreprises dans une même industrie pour renforcer ses actions et ses opérations. Elle désire aussi augmenter sa présence dans certaines industries afin d'accroître les mouvements syndicaux au pays. Finalement, le *Trade Union Congress of the Philippines* croit en le dicton « l'union fait la force » et il veut donc augmenter les alliances entre les syndicats et créer un réseau de partenariats afin d'accroître ses pouvoirs de lobbying envers le gouvernement et les entreprises.

Le TUCP travaille actuellement à améliorer les lois du travail et les droits des travailleurs et des syndicats auprès du gouvernement. Entre autre, l'organisation désire augmenter les protections entourant la grossesse par des congés et des compensations salariales et enrayer toute forme d'harcèlement sexuel au travail. Les problèmes de santé des travailleurs sont également au cœur des priorités du TUCP qui désire influencer les entreprises et les gouvernements pour augmenter les mesures de sécurité au travail tout en lançant des programmes de préventions contre les risques de blessures, l'usage de drogues et les ravages du SIDA. L'organisation s'implique aussi dans divers dossiers tels que le travail des enfants, le travail des immigrants, le développement durable et la protection de l'environnement.

## **Politiques et lois du travail**

<b>Code du travail (1974)</b>	<b>25 lois qui régissent le monde du travail et l'environnement social.</b>
<b>Ordre exécutif 180 (1987)</b>	<b>A permis aux travailleurs du secteur public de s'affilier à une organisation syndicale et de négocier certains droits.</b>
<b>Lois sur les relations de travail (1989)</b>	<b>A permis de prolonger le contrat de travail des employés jusqu'à 5 ans, a aussi permis à un employé de pouvoir être membre d'une organisation syndicale dès son embauche et a amélioré le droit de vote par scrutin.</b>
<b>Acte d'uniformisation des salaires (1989)</b>	<b>Création du <i>National Wages and Productivity Commission (NWPC)</i> et du <i>Regional Tripartite National Wages and Productivity Boards (RTWPB)</i>. Accession de la loi sur le salaire minimum dans les régions.</b>
<b>Acte des travailleurs immigrants et des travailleurs philippins expatriés (1995)</b>	<b>A permis de protéger les droits des travailleurs immigrants et des travailleurs philippins expatriés (visant prioritairement les conditions de travail des femmes).</b>

## **Principales organisations syndicales philippines**

<b>Trade Union Congress of the Philippines (TUCP)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Affilié à plus de 40 fédérations de travailleurs et syndicats nationaux</b></li> <li>- <b>1,5 millions de membres</b></li> <li>- <b>Orientation politique modérée</b></li> <li>- <b>Affilié à l'ICFTU</b></li> </ul>
<b>Kilusang Mayo Uno (KMU)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>250 000 membres</b></li> <li>- <b>Orientation politique militante et anti-impérialiste souvent associé au communisme</b></li> </ul>

<b>Federation of Free Workers (FFW)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Orientation politique appuyant le mouvement Chrétien</b></li> <li>- <b>Affilié à la <i>World Confederation of Labour (WCL)</i></b></li> </ul>
<b>Alliance of Progressive Labor (APL)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Affilié à 19 organisations syndicales</b></li> <li>- <b>Orientation politique sociale-démocrate</b></li> </ul>

## Coopération internationale

Les Philippines font parties de l'un des pays fondateurs de l'ONU et elles jouent un rôle important auprès de la Coopération Économique Asie Pacifique (APEC). La République a également intégré le G-24 et l'Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) pour voir à son développement économique. Malgré cela, le contrôle de l'exploitation du pétrole sur les Îles Spratley est une source de conflits entre plusieurs pays asiatiques dont les Philippines.

Le *Trade Union Congress of the Philippines* se veut être le défenseur de politiques économiques qui promeuvent les intérêts nationaux et la compétitivité internationale des travailleurs philippins. L'organisation accentue également ses opérations pour renforcer la solidarité autant nationale qu'internationale et l'harmonie entre les différentes organisations syndicales de la planète.

Le mouvement syndical aux Philippines est également très impliqué sur la scène internationale. Les trois grandes confédérations mondiales (ICFTU, WCL et WFTU) comptent au moins une organisation syndicale philippine et elles sont très actives et présentes régionalement dans le pays. Le *Trade Union Congress of the Philippines* est d'ailleurs affilié au *International Confederation of Free Trade Unions (ICFTU)*. Les Secrétariats International Syndicalistes (ITSs) possèdent plusieurs membres affiliés aux *Labor Centers* des Philippines.

## Prévisions futures

Selon les prévisions de l'ONU, la population des Philippines pourraient atteindre 128 millions en 2050. La croissance démographique inquiète puisque des problèmes de pauvreté, de chômage et de malnutrition pourraient en découler. Le taux d'accèsion à la propriété et la création d'emploi pourraient se voir décroître dramatiquement.

## **Références**

National Statistics Office, Republic of the Philippines  
<http://www.census.gov.ph/>

Wikipédia, encyclopédie  
<http://fr.wikipedia.org/wiki/Philippines>

Université Laval, ouvrage sur les Philippines  
<http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/asie/philip.htm>

Central Intelligence Agency, The World Factbook  
<http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/rp.html>

Trade Union Congress of the Philippines  
<http://www.tucp.org.ph/>

L'encyclopédie de l'agora, Dossier les Philippines  
<http://agora.qc.ca/mot.nsf/Dossiers/Philippines>

The Library of Congress, A country study : Philippines  
<http://lcweb2.loc.gov/frd/cs/phtoc.html>

Alliance of Progressive Labor  
<http://www.apl.org.ph/>

Philippine Trade Union Profile, By Carlos Antonio Q. Anonuevo  
<http://72.14.207.104/search?q=cache:4ZUXn4KOiSkj:library.fes.de/pdf-files/bueros/philippinen/50082.pdf+philippines+trade+unions+history&hl=fr&gl=ca&ct=clnk&cd=10>

Converge, Kapatiran Newsletter of Philippines Solidarity Network of Aotearoa  
<http://www.converge.org.nz/psna/KapNo22/kap22art/art87.htm>

U.S. Department of State, Philippines  
<http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2004/41657.htm>

Philanthropy and the Third Sector in Asia and the Pacific, Philippines : Business and Professional Associations, Unions  
<http://www.asianphilanthropy.org/countries/philippines/business.html>

Country studies, Employment and Labor Relations  
<http://www.country-studies.com/philippines/employment-and-labor-relations.html>

Country-data, Philippines Labor Relations  
<http://www.country-data.com/cgi-bin/query/r-10465.html>

The Utrecht Faculty of Education, the Philippines  
<http://www.philippines.hvu.nl/>

Étude réalisée par [Antoine Paré](#) dans le cadre du [cours GIE 64375](#) « Relations humaines dans les affaires internationales », programme de [MBA en gestion internationale](#) de l'Université Laval, [professeur Gérard Verna](#),